



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

*Liberté
Égalité
Fraternité*



LA RECHERCHE AGRONOMIQUE
POUR LE DÉVELOPPEMENT

Souveraineté alimentaire au Sud

Miser sur la diversité des cultures et des filières tropicales

Dossier de presse • Février 2023



Sommaire

Paroles d'experts	page 3
Introduction	pages 4-5
Les filières tropicales au service de la souveraineté alimentaire	page 6
• Riz : au cœur des questions de souveraineté alimentaire	page 7
• Sorgho et mil : la diversité cultivée face au changement climatique	page 8
• Maraîchage : la transition agroécologique au service de la santé des populations et des territoires	page 9
• Lait : valoriser la diversité des modes de production	page 10
• Huile rouge : plus de diversité nutritionnelle dans les assiettes	page 11
Ressources bibliographiques	page 12



Le Cirad est l'organisme français de recherche agronomique et de coopération internationale pour le développement durable des régions tropicales et méditerranéennes.

Contact
presse@cirad.fr

Coordination : Sophie Della Mussia
Rédaction : Ysaline Sanguine
Mise en page : Laurence Laffont
Illustrations : Delphine Guard-Lavastre

Avec ses partenaires, il co-construit des connaissances et des solutions pour des agricultures résilientes dans un monde plus durable et solidaire. Il mobilise la science, l'innovation et la formation afin d'atteindre les objectifs de développement durable. Il met son expertise au service de tous, des producteurs aux politiques publiques, pour favoriser la protection de la biodiversité, les transitions agroécologiques, la durabilité des systèmes alimentaires, la santé (des plantes, des animaux et des écosystèmes), le développement durable des territoires ruraux et leur résilience face au changement climatique. Présent sur tous les continents dans une cinquantaine de pays, le Cirad s'appuie sur les compétences de ses 1650 salariés, dont 1140 scientifiques, ainsi que sur un réseau mondial de 200 partenaires. Il apporte son soutien à la diplomatie scientifique de la France.

Paroles d'experts

François Côte, agronome au Cirad et délégué aux filières

« *Des filières tropicales agroécologiques au service de la souveraineté alimentaire* »



François Côte © DR

Les approches agroécologiques fonctionnent bien au niveau local pour différents types d'agricultures et de filières tropicales. Elles sont basées sur la mobilisation conjointe de savoirs locaux et de nouvelles approches techniques favorisant la biodiversité et les régulations naturelles dans les systèmes de production. En s'appuyant sur les principes de l'agroécologie, les filières tropicales dans leur diversité peuvent ainsi améliorer l'efficacité de l'utilisation des ressources naturelles, tout en maintenant une production suffisante. Dans un système à l'équilibre, c'est le zéro

pesticide de synthèse qui est visé et une utilisation optimisée d'engrais minéraux là où ils sont le plus utiles.

De nombreuses expériences sont maintenant en cours, dans différentes filières (maraîchage, banane, café, cacao, riz), pour un passage à l'échelle qui dépend à la fois de techniques appropriées mais surtout d'appuis de la part des politiques publiques. Le Sénégal s'inscrit dans cette démarche et multiplie les initiatives dans le domaine, en particulier en ce qui concerne le maraîchage.



Paule Moustier, spécialiste de l'alimentation des villes au Cirad et directrice de l'unité de recherche MoISA, dédiée à l'étude pluridisciplinaire des systèmes agroalimentaires

« *Soutenir les organisations de producteurs, les PME agricoles et agroalimentaires pour viser la souveraineté alimentaire* »



Paule Moustier © David Richard

En Afrique subsaharienne, 80 % des calories consommées sont produites localement. Cela est dû à une agriculture familiale et un secteur de la transformation et de la distribution alimentaires très compétitif en prix.

L'Afrique peut aussi compter sur une grande diversité de systèmes de production et de régimes alimentaires. On y trouve des féculents locaux, comme le mil, le sorgho, le maïs ou encore le manioc, des légumineuses comme le niébé, l'arachide ou le soja, des légumes ou encore des produits de cueillette... Cette

richesse permet une bonne résilience face aux aléas, climatiques ou sanitaires. Le bât blesse au niveau des difficultés de transport qui découragent les producteurs et engendrent des pertes post-récoltes : le levier logistique doit être activé pour appuyer les organisations de producteurs et les PME.

Le rôle des politiques publiques est donc primordial. Investir dans les transports, les routes ou les infrastructures de stockage pourrait faire la différence pour de nombreux producteurs et commerçants.

Introduction



Qu'appelle-t-on « souveraineté alimentaire ? »

Introduite en 1996 lors du Sommet mondial de l'alimentation organisé à Rome, le concept de souveraineté alimentaire a d'abord été défini par un mouvement paysan international, Via Campesina, comme « un droit international qui laisse la possibilité aux populations, aux États ou aux groupes d'États de mettre en place les politiques agricoles les mieux adaptées à leurs populations sans qu'elles puissent avoir un effet négatif sur les populations d'autres pays ».



© R. Belmin, Cirad

Loin d'exclure les échanges, le concept de souveraineté alimentaire promeut une gestion équilibrée entre production locale et importations pour satisfaire les besoins alimentaires des populations d'un territoire.

En septembre 2022, l'Onu alertait sur un risque de « tsunami de la faim » dans plusieurs régions de Somalie, suite au conflit en Éthiopie. Quelques mois avant, le Secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, s'exprimait sur les menaces de famines à l'échelle mondiale, dues à la guerre russo-ukrainienne.

Deux ans plus tôt, la pandémie de Covid-19 avait déjà ébranlé les systèmes alimentaires de tous les pays, dévoilant nos dépendances à une poignée d'acteurs et à la régularité des échanges internationaux. À cela s'ajoute le danger désormais régulier d'épisodes climatiques de plus en plus extrêmes, entre sécheresses et inondations.

Face à cet enchaînement de « crises » mettant à l'épreuve nos modes de production, transformation, distribution et consommation, un concept politique semble faire son retour : celui de la « souveraineté alimentaire ».

Accompagner les pays du Sud vers plus de souveraineté alimentaire

Le Cirad est l'organisme français de recherche agronomique et de coopération internationale pour le développement durable des régions tropicales et méditerranéennes. Au cœur de ses missions : imaginer, avec ses partenaires, des solutions pour nourrir durablement dix milliards de personnes à l'horizon 2050.

Science, innovation, formation...le Cirad met son expertise au service de tous, des producteurs aux décideurs publics, pour co-construire des réponses aux grandes questions suivantes :



Et la « sécurité alimentaire » ?

Ce que l'on cherche à atteindre via la souveraineté alimentaire, c'est la « sécurité alimentaire ». En 1996, le Sommet mondial de l'alimentation la définit comme suit : « Accès physique et économique pour tous les êtres humains, à tout moment, à une nourriture suffisante, saine et nutritive, leur permettant de satisfaire leurs besoins énergétiques et leurs préférences alimentaires pour mener une vie saine et active ». La sécurité alimentaire se comprend donc comme l'objectif à atteindre, et la souveraineté alimentaire, le moyen.

Comment ?...

... protéger la biodiversité agricole et naturelle ?

... favoriser la santé des plantes, des animaux et des écosystèmes ?

... changer d'échelle en matière de transitions agroécologiques ?

... garantir la durabilité des systèmes alimentaires ?

... assurer le développement durable des territoires ruraux et leur résilience face au changement climatique ?

Les systèmes agricoles conventionnels remis en question

L'agriculture dite « conventionnelle » repose sur l'utilisation d'intrants, engrais ou pesticides, et l'artificialisation des milieux. Elle a permis l'augmentation de la production de manière significative. Cependant, ces systèmes se sont révélés fragiles, très sujets aux différentes crises environnementales, sanitaires, politiques ou économiques.

Face à ce manque de durabilité qui met en danger la production future, comment penser la souveraineté alimentaire ? Quels leviers actionner pour transformer nos systèmes agricoles et les rendre plus durables et plus justes, tout en assurant une production suffisante ?



© R. Belmin, Cirad

Remettre de la diversité dans nos champs et nos assiettes

La diversité est l'une des principales solutions avancées par les scientifiques. Dans de récents rapports, la FAO estime que moins de 200 espèces de plantes cultivées participent à l'alimentation humaine. Neuf espèces représentent 66 % de la production agricole totale. Cette dépendance à une faible diversité d'espèces rend nos systèmes agricoles particulièrement fragiles face aux aléas.

Remettre de la diversité dans nos champs passe donc d'abord par cet aspect génétique et variétale. Plus de 6 000 espèces sont cultivées à des fins alimentaires.

Une autre manière d'aborder la diversité passe par nos systèmes de production : nous disposons aujourd'hui des connaissances scientifiques pour optimiser les associations de cultures ou des systèmes en agroforesterie performants en termes de rendements.

Diversifier enfin nos modes de transformation et distribution : l'accès à la nourriture peut par exemple passer à la fois par des supermarchés et des ventes de proximité. La résilience de nos systèmes alimentaires dépend de nos capacités à nous adapter, en fonction des territoires et des besoins locaux.



Qu'est-ce que l'agroécologie ?

S'appuyer sur la biodiversité et renforcer la santé des sols sont les deux principes fondateurs de l'agroécologie. Sur le terrain, les pratiques agroécologiques prennent différentes formes : rotation des cultures, associations céréales et légumineuses, systèmes agro-pastoraux ou encore agroforesterie... l'agroécologie se réinvente au gré des besoins et des milieux.

L'agroécologie, une alternative viable

En lieu et place des systèmes conventionnels, il faudra parfois trouver des alternatives viables pour continuer à cultiver durablement.

Les systèmes agroécologiques sont plus résilients, à la fois en termes agronomiques mais aussi économiques : la diversité de la production assure aux producteurs une diversité des revenus. Les scientifiques pointent également la moindre dépendance de ces systèmes aux pesticides et engrais de synthèse.

Les sols, mieux entretenus, supportent plus longtemps les cultures : l'agroécologie serait donc une bonne solution pour faire baisser la pression foncière sur de nombreux territoires. En outre, ces pratiques demandent une plus forte main-d'œuvre que les systèmes conventionnels, générant des emplois dans des zones rurales souvent pauvres.

La transition agroécologique, soutenue par de plus en plus d'études scientifiques et d'expériences de terrain d'agriculteurs, demandera un soutien important de la part des acteurs publics.



© R. Belmin, Cirad

Les filières tropicales au service de la souveraineté alimentaire

Le riz est la première plante mondiale pour l'alimentation humaine. **Le sorgho et le mil** représentent un espoir pour de nombreuses régions agricoles face aux changements climatiques. **Les légumes**, gages de santé, se cultivent dans des systèmes agroécologiques innovants. **Le lait** émerge comme nouvelle filière en Afrique de l'Ouest. **L'huile rouge**, huile de palme non raffinée et traditionnelle, surprend par ses vertus nutritionnelles et son faible impact environnemental.

Ces cinq filières, présentées dans ce dossier à travers un focus Afrique, sont autant d'exemples de la capacité d'adaptation des systèmes alimentaires. La diversité des produits, des modes de culture, de transformation, de distribution et de régime alimentaire constitue un levier immense pour la souveraineté alimentaire.



© S. Cherkaoui, AFD



© DR



© G. Alla, Cirad



© S. Rafflegeau, Cirad



© R. Belmin, Cirad

Riz : au cœur des questions de souveraineté alimentaire

Le riz est la première plante mondiale pour l'alimentation humaine. Elle est produite et consommée à 90 % en Asie, principalement en Chine et en Inde.

Parmi les deux espèces de riz cultivées aujourd'hui, on dénombre plus de 100 000 variétés. Cette diversité fait écho à la grande diversité agronomique, sociale et économique qui caractérise la culture du riz à l'échelle mondiale : riziculture irriguée ou pluviale, plaines, mangroves ou terres non inondées, productions vivrières ou dédiées à l'exportation, fermes industrielles ou familiales...



© E. Fajre, Cirad

L'Afrique et le riz : réduire la dépendance alimentaire

Le riz est la deuxième céréale la plus consommée en Afrique, après le maïs. Sa consommation a été multipliée par quatre depuis les années 1980. Le continent africain doit désormais importer massivement pour répondre à cette demande, en particulier l'Afrique subsaharienne qui concentre un tiers des importations mondiales.

La dépendance aux importations rend la région très vulnérable à l'instabilité des marchés internationaux. La flambée des prix mondiaux en 2008 a par exemple été à l'origine d'une crise importante. Un risque qui augmente en même temps que les besoins de

la population : l'Afrique subsaharienne est en pleine croissance démographique. Selon les estimations, ses habitants devraient doubler d'ici 2050.

Dans l'optique de réduire en partie cette dépendance aux importations, l'Afrique pourrait envisager à long terme la voie de la diversification alimentaire. Il s'agirait, par exemple, d'équilibrer davantage la consommation de riz, de céréales traditionnelles et de racines et tubercules, y compris en milieu urbain. À plus court terme, la sécurité alimentaire de plusieurs pays africains ne pourra être assurée que par un équilibre entre production locale et importations de riz.

La riziculture au Sénégal

Deux types de riziculture prédominent au Sénégal. Le riz irrigué dans la Vallée du fleuve Sénégal a pour vocation d'être une culture commerciale. Le riz de bas-fond en Casamance est au contraire pour l'essentiel une production de subsistance. Ces deux rizicultures n'ont pour l'essentiel pas les mêmes caractéristiques, que ce soit le niveau d'intensification, la gestion de l'eau ou le type de main-d'œuvre. Chacun de ces territoires se caractérise par des enjeux différents : réduire les coûts de revient, augmenter la production, gérer la compétition pour l'usage de l'eau ou la salinisation, disposer de main-d'œuvre, etc.

Dans ce contexte, le Cirad et ses partenaires proposent des systèmes de riziculture adaptés aux contraintes des milieux et aux évolutions climatiques. Ces solutions, imaginées via des approches participatives, passent par exemple par des variétés adaptées ou des techniques agroécologiques.

En réduisant la part des intrants de synthèse dans la production de riz, les solutions agroécologiques participent à protéger à la fois la santé des consommateurs et des agroécosystèmes rizicoles fragiles. Elles permettent aussi de diminuer la dépendance des riziculteurs vis-à-vis d'intrants souvent importés et dont les prix sont sujets à l'instabilité du marché international. En Afrique, les prix des engrais ont quadruplé en deux ans. D'abord due à la pandémie, cette augmentation s'est amplifiée suite à la guerre en Ukraine.



Expertise
Patricio Mendez Del Villar, Didier Tharreau

Sorgho et mil : la diversité cultivée face au changement climatique



© R. Belmin, Cirad

Le sorgho et le mil sont respectivement les 5^e et 6^e céréales les plus cultivées au monde, après le maïs, le riz, le blé et l'orge. Ce sont des aliments de base pour de nombreuses populations des zones tropicales semi-arides : 500 millions de personnes pour le sorgho, et 90 millions pour le mil.

Le mil perlé et le sorgho sont cultivés dans le Sahel depuis des milliers d'années. Ce sont des céréales adaptées aux conditions climatiques locales et essentielles pour assurer la sécurité alimentaire des populations de la région. Elles poussent rapidement, se satisfont de faibles pluies et de sols pauvres, là où le blé, le maïs et le riz ne pourraient pas être cultivés.

Sélectionner des variétés résilientes et adaptées aux besoins des consommateurs

En Afrique de l'Ouest, le Cirad, le CORAF et l'IBP collaborent avec l'ISRA / CERAAS, l'INERA et l'INRAN sur le développement de variétés améliorées de sorgho et de mil. Il s'agit du projet ABEE, financé par l'Union européenne dans le cadre du programme DeSIRA.

À travers ABEE, les capacités institutionnelles et techniques des instituts impliqués dans la sélection sont renforcées pour développer des variétés qui répondent aux besoins des agriculteurs, des transformateurs et des consommateurs. Ces plantes devront également s'adapter aux évolutions climatiques en cours dans cette région. L'objectif est donc de contribuer d'une part à la sécurité alimentaire des populations cibles, et d'autre part d'améliorer la souveraineté alimentaire des pays concernés en se focalisant sur des espèces qui sont traditionnellement produites localement.

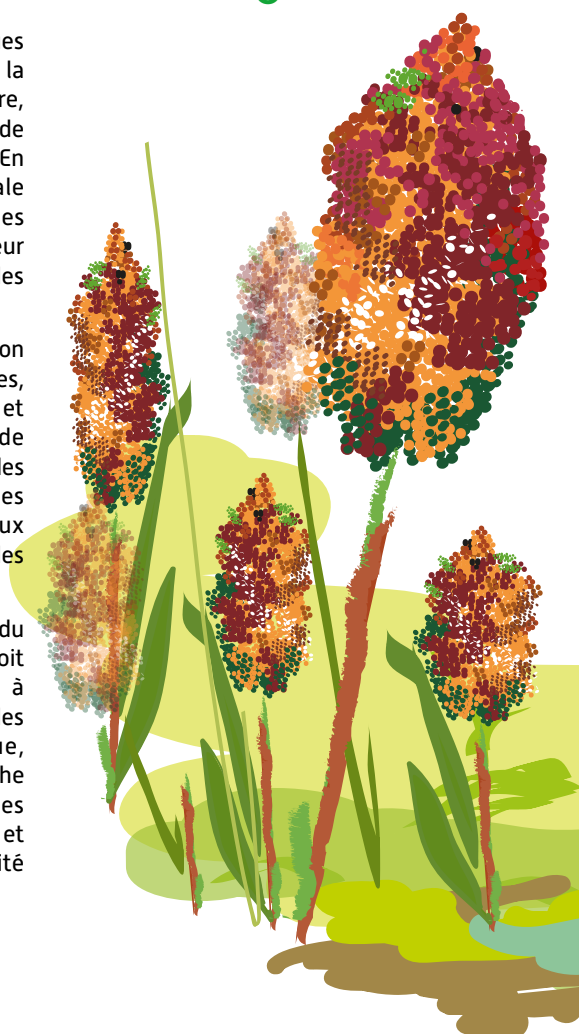
La biodiversité est nécessaire à la résilience du secteur agricole

Selon la FAO, les changements climatiques vont causer des impacts négatifs sur la biodiversité agricole, la sécurité alimentaire, ainsi que sur les services écosystémiques de tous les systèmes de production agricole. En parallèle, l'organisation internationale indique que la biodiversité est l'un des premiers leviers de résilience du secteur agricole pour faire face aux impacts des changements climatiques..

En Afrique de l'Ouest, 80 % de la population vit dans des zones rurales. Dans ces zones, en l'absence d'infrastructures d'irrigation et de moyens pour l'achat d'intrants de synthèse, les agriculteurs ont développé des systèmes de production basés sur des céréales traditionnelles adaptées aux conditions locales, en association avec des légumineuses.

À la fois victime et levier d'atténuation du changement climatique, l'agriculture doit s'appuyer sur toute la biodiversité à disposition pour assurer la résilience des productions. Dans cette optique, agriculteurs et organismes de recherche s'emploient à développer ensemble des variétés et systèmes de cultures adaptés et qui permettront de garantir la sécurité alimentaire pour tous.

Expertise
Julie Dusserre, David Pot



Maraîchage : la transition agroécologique au service de la santé des populations et des territoires

La production mondiale de légumes, localisée pour moitié dans les régions tropicales, est évaluée à plus d'un milliard de tonnes par an. Les légumes recouvrent une très grande diversité de plantes comestibles, organisée en trois catégories : les légumes-feuilles comme la salade ou le chou, les légumes-racines comme la carotte ou le radis, et les légumes-fruits comme le poivron, le haricot ou la pastèque. La pomme de terre et la tomate sont les légumes les plus consommés au monde.



© R. Bémin, Cirad

Accompagner la transition agroécologique pour sécuriser la diversité

La production de légumes traditionnels africains en Côte d'Ivoire est actuellement insuffisante pour répondre à la demande d'une population urbaine croissante. Le pays importe ainsi régulièrement des oignons, des échalotes, du gombo, des aubergines africaines et même des tomates des pays voisins. Sur le plan qualitatif, la disponibilité en produits diversifiés et sains est pourtant un enjeu majeur, dans une perspective de souveraineté alimentaire et nutritionnelle et de réponse aux habitudes des consommateurs urbains.

Dans cette optique, le Cirad et ses partenaires ivoiriens ont lancé le projet Marigo, visant à accompagner la transition agroécologique des pratiques maraîchères de plusieurs zones périurbaines du pays. Une des ambitions du projet est de promouvoir des légumes locaux, connus pour leur richesse nutritionnelle et produits dans des systèmes de culture adaptés aux niches agroécologiques. Un diagnostic a préalablement été établi avec les producteurs, éleveurs et consommateurs, afin de répondre aux attentes de chacun. Marigo est financé par l'Union européenne, dans le cadre du programme DeSIRA.

Les légumes cultivés font partie des régimes alimentaires de tous les peuples. Ils sont le reflet de nos habitudes alimentaires, de nos coutumes, et aussi de nos rapports aux saisons et à l'environnement. Leur diversité répond à des contextes géographiques ou climatiques, et aux évolutions des marchés. A ce titre, les légumes s'intègrent facilement à des systèmes de production agricole très variés.

Une diversité de systèmes de production, miroir de la diversité des produits

Dans de nombreuses régions du monde, la production maraîchère traditionnelle est devenue intensive. Toutefois, la monoculture fragilise les écosystèmes et l'utilisation massive d'intrants chimiques menace la santé des exploitants agricoles, des consommateurs et de l'environnement. Avec les aléas climatiques, l'appauvrissement des ressources en eau et la baisse de fertilité des sols, les volumes alimentaires disponibles s'avèrent insuffisants pour répondre aux besoins d'une population urbaine toujours plus nombreuse. Face à ces enjeux globaux, la transition agroécologique apparaît comme une voie privilégiée pour transformer les zones périurbaines et repenser les pratiques maraîchères.

La transition agroécologique peut s'appuyer sur la riche diversité des légumes, des paysages et des systèmes maraîchers, ce qui constitue une véritable sécurité de revenus pour les foyers urbains et périurbains. Les jardins communautaires, les ceintures vertes, la culture sur les toits, sous abri, verticale, hors-sol ou non, tirent profit de multiples innovations. Changer de pratiques de production pour plus de durabilité et de résilience doit également s'accompagner de bonnes pratiques de gestion des produits, de la récolte à la distribution.

Les filières fruits et légumes accusent de gros écarts entre volumes de fruits et légumes produits et consommés, estimés entre 30 et 50 %, en particulier à cause des pertes post-récolte et du gaspillage alimentaire. Malgré cela, la diversité des procédés de transformation, d'emballage et de conservation reste une importante source d'emplois, de revenus et de nutriments toute l'année.



Expertise

Rémi Kahane, Cica Urbino

Lait : valoriser la diversité des modes de production



© J.D. Cesaro, Cirad

Le lait est produit et consommé partout dans le monde. La production, en hausse constante, a atteint 929 millions de tonnes en 2021, soit 110 kg par personne par an. Plus de 80 % du lait consommé est produit par des vaches laitières, 10 à 15 % par des bufflonnes, moins de 4 % par des petits ruminants (brebis et chèvres), et moins de 1 % par des chamelles.

On dénombre 120 millions de « fermes laitières » dans le monde, dont 70 millions en Inde. Derrière ces chiffres se cache une grande diversité de systèmes de production et de taille des fermes : au niveau mondial, la taille moyenne d'une ferme laitière est de trois vaches ; en France elle est de 69, et aux États-Unis de 296.

En 20 ans, la production laitière a augmenté de 60 % en Asie, de 45 % en Afrique et de 40 % en Amérique latine. Dans le même temps, la consommation de lait a doublé en Afrique et augmenté de 110 % en Asie. Sur ces deux continents pourtant, la quasi-totalité des pays reste très en dessous de la moyenne mondiale.

La dépendance des laiteries sahéliennes aux poudres importées

En Afrique de l'Ouest, la production de lait concerne plusieurs dizaines de millions de familles. Mais cette production est très dispersée, et seulement 5 à 7 % de ce lait est collecté par les laiteries. C'est très insuffisant pour satisfaire la demande locale d'une population en forte expansion.

Selon une étude du Cirad de 2020, seules 20 % des laiteries implantées en Afrique de l'Ouest collectent du lait local. Cette collecte industrielle de lait ne concerne que 20 000 familles d'éleveurs, alors que le potentiel du marché est élevé. Cela s'explique en partie par les difficultés de collecte du lait en zone agro-pastorale : les laiteries font face à l'absence d'infrastructures de transport, à la dispersion des troupeaux liée à la mobilité pastorale, et aux faibles rendements laitiers par vache.

Plutôt que du lait local cher à collecter, les laiteries préfèrent utiliser de la poudre de lait importée bon marché. Depuis dix ans, la part des importations de poudre a été renforcée par la faiblesse des barrières douanières ouest-africaines et par un regain de dynamisme des exportateurs du Nord, et en particulier européens. Les deux tiers des importations laitières ouest-africaines sont aujourd'hui des mélanges de poudre de lait écrémé et de matière grasse végétale, autrement appelées « mélanges MGV ». Ces poudres lactées sont 30 % moins chères que les poudres de lait. En 2019, elles ont représenté plus de 25 % de la consommation de « produits laitiers » au Sahel. Si ces poudres lactées ont permis aux industries laitières locales de répondre efficacement à la demande croissante en produits laitiers en Afrique de l'Ouest, elles ont aussi participé à ralentir le développement local d'une filière lait de qualité.

Expertise
Christian Corniaux, Guillaume Duteurtre

Revaloriser la production laitière locale

Le projet Paolao accompagne la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao) dans la mise en œuvre de sa stratégie régionale « Offensive Lait ». Son ambition est de structurer la filière lait local pour réduire la dépendance croissante de la région aux importations.

Le Cirad est chargé de piloter l'étude de faisabilité de ce projet d'envergure. Plusieurs actions vont permettre d'appuyer la révision des textes réglementaires, de renforcer le rôle de la plateforme régionale des acteurs de la filière lait, et de promouvoir la consommation du lait local.



Souveraineté alimentaire au Sud

Huile rouge : plus de diversité nutritionnelle dans les assiettes

L'huile de palme brute est de couleur rouge, d'où son nom « huile rouge ». Il s'agit d'une composante incontournable de la préparation de nombreux mets traditionnels africains. L'huile de palme raffinée est quant à elle de couleur jaune translucide.

Le palmier à huile est originaire d'Afrique. Sur ce continent, 75 % des surfaces plantées sont détenues par des petits planteurs. L'extraction artisanale de l'huile rouge est encore largement répandue. Premier producteur et exportateur d'huile de palme en 1960, le continent africain est devenu importateur dans les années 2000. En cause : la production n'a pas suivi le rythme de croissance de sa population et de la consommation par personne.

Des qualités nutritionnelles intéressantes

L'huile rouge contient des vitamines E aux propriétés antioxydantes. Elle est également riche en provitamine A, qui joue un rôle important dans la prévention des maladies des yeux, la croissance ou encore la lutte contre les infections. Il s'agit donc d'un produit très intéressant pour l'Afrique, globalement déficitaire en corps gras et dont la carence en vitamine A est responsable de plus de 20 % des décès infantiles.

Aux yeux de nombreux consommateurs africains, l'utilisation de l'huile rouge pour la préparation de plats traditionnels est l'objet de revendication d'une identité socio-culturelle forte. D'autres au contraire perçoivent l'huile de palme raffinée comme un progrès. Le raffinage élimine pourtant l'essentiel des vitamines : l'huile rouge est donc un bien meilleur allié nutritionnel.



© S. Rafflegeau, Cirad

Une empreinte environnementale et sociale positive

L'accompagnement de filières nationales et d'exportation d'huile rouge représente une véritable opportunité de développement économique et un enjeu de sécurité alimentaire pour de nombreux ménages. À condition d'assurer une production d'huile de palme vertueuse, d'un point de vue écologique et social.

Une telle transition nécessite de mieux informer les consommateurs sur la richesse nutritionnelle de l'huile rouge. Il faudra d'autre part

encourager les alternatives aux filières industrielles. Parmi les pistes avancées : associer plus étroitement les planteurs et les entreprises d'extraction de l'huile, ainsi que les circuits de transformation et de commercialisation. La production devra en outre s'inscrire dans une démarche de certification et de transition agroécologique : produits garantis zéro-déforestation, systèmes agroforestiers, etc.

Un moyen de lutte contre les carences en vitamines en Afrique de l'Ouest

Afin d'assurer la sécurité alimentaire et lutter contre les carences vitaminiques observées en Afrique de l'Ouest, le Cirad et ses partenaires s'intéressent à la consommation de l'huile de palme non raffinée. Cette « huile rouge » est utilisée dans les plats traditionnels.

Au Cameroun, des enquêtes ont permis de comprendre la perception de la qualité de cette huile par les consommateurs, de décrire ses procédés d'extraction et ses usages culinaires. En collaboration avec l'Institut national des recherches agricoles du Bénin (Inrab), des variétés répondant aux critères d'appréciation des consommateurs, tout en conservant des teneurs exceptionnelles en vitamines, ont été identifiées.

À travers les projets Qualipalm et Vitapalm, le Cirad et ses partenaires soutiennent le développement de filières d'huile rouge locales, durables et inclusives, et qui répondent directement aux besoins et envies des consommateurs africains.



Expertise
Fabienne Morcillo, Sylvain Rafflegeau

Souveraineté alimentaire au Sud

Miser sur la diversité des cultures
et des filières tropicales

Ressources bibliographiques

Ouvrages de synthèse récents

[Public policies and food systems in Latin America](#), Editions Quae, février 2022

[Méthodes d'investigation de l'alimentation et des mangeurs](#), Editions Quae, décembre 2021

[Une écologie de l'alimentation](#), Editions Quae, novembre 2021

[Fruits et légumes : Opportunités et défis pour la durabilité des petites exploitations agricoles](#), Fao et Cirad, 2021

[Manger en ville : Regards socio-anthropologiques d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie](#), Editions Quae, février 2020

Horizon Sciences

[Pour une sécurité alimentaire durable face aux crises : les pistes de la recherche](#), octobre 2022

Note de position

[Le Cirad s'engage pour des systèmes alimentaires durables, résilients et inclusifs](#), février 2020

Agritrop, l'archive ouverte des publications scientifiques du Cirad

https://agritrop.cirad.fr/recherches_cts.html

Podcast du Cirad

[Nourrir le vivant](#)



www.cirad.fr



Contact
presse@cirad.fr